



FANIA NOËL-THOMASSAINT  
**AFRO-COMMUNAUTAIRE**  
APPARTENIR À NOUS-MÊMES



**FANIA NOËL-THOMASSAINT**

**AFRO-COMMUNAUTAIRE**

**APPARTENIR À NOUS-MÊMES**

**ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)**

**COLLECTION « ARGUMENTS ET MOUVEMENTS »**

**À la nation haïtienne,  
la diaspora reconnaissante**

© Éditions Syllepse, 2019  
69, rue des Rigoles, 75020 Paris  
[edition@syllepse.net](mailto:edition@syllepse.net)  
[www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

ISBN (papier) : 978-2-84950-748-3

Photos de couverture et p. 94-95 : Nancy-Wangue Moussissa ; p. 7, 67, 79, 82 : The Why Media ; p. 17, 31, 41, 75 : Nathyfa Michel ; p. 57 : Damien Jélaine

# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
NEGUS FRAGILIUM COMMENT S'ORGANISER À L'ÈRE DE L'HÉGÉMONIE NÉOLIBÉRALE	17
INTERLUDE DISCOURS DE CLÔTURE PRONONCÉ LORS DE LA CONFÉRENCE « CONDITION NOIRE, LA NÉCESSITÉ DE LA VIOLENCE »	31
NEGUS BANCALUS EN FINIR AVEC LA STRATÉGIE P.A.P.R.E. POUR UNE POLITIQUE DU PLANCHER COLLANT	41
NEGUS AMORE S'AIMER PERSONNELLEMENT, S'AIMER POLITIQUEMENT	57
INTERLUDE VOUS SAOULEZ TOUT LE MONDE AVEC VOTRE « BLACK LOVE »	67
NEGUS FUTURUM L'HORIZON POLITIQUE. S'ANCER DANS LE PANAFRICANISME AFRO-RÉVOLUTIONNAIRE	75
ONZE QUESTIONS QUE VOUS N'AVEZ JAMAIS OSÉ POSER À UNE MILITANTE AFROFÉMINISTE	83



# INTRODUCTION







Ce livre n'est pas celui que je «devais» écrire, c'est en avançant sur un autre projet qu'il a émergé. Ce manifeste aurait pu s'appeler «Être Noir·es de/en France», mais ce titre obscur n'aurait pas beaucoup renseigné sur la tentative de proposition d'horizon politique que contiennent ces pages.

Le propos est bref, il aurait pu faire l'objet d'une grande parenthèse, mais il devait être indépendant. J'ai passé un temps certain à essayer de rallonger des phrases, de mettre davantage de détails, temps qui débouchait toujours sur une impasse.

Ce manifeste s'adressant à un public spécifique, toute tentative de ma part d'essayer de l'étoffer avec des choses que nous savons déjà, qui ont déjà été dites et écrites paraissait aussi superflue. J'ai écrit ce que j'aurais aimé dire à beaucoup d'occasions, ce que j'ai commencé à dire, ce qui devait être regroupé dans un seul souffle, le plus important, ce que j'ai regretté ne pas savoir et que j'aurais dû/pu dire. Il me semble parfois que nous avons un milliard de conversations à avoir, mais seules deux questions reviennent sans cesse : y arriverons-nous ? Atteindrons-nous un horizon politique synonyme de libération ?

L'horizon politique, voilà ce dont il est question, horizon qu'il est difficile de voir et même d'imaginer lorsqu'on est pris d'une lutte à l'autre, une urgence après l'autre, polémiques après polémiques. Même si l'on est souvent tenté d'utiliser la métaphore des

fourmis, le sentiment est souvent celui de vider l'océan avec une petite cuillère (qui a un trou) lorsqu'on est militant·e dans le mouvement afro en France. Un sentiment produit par l'immensité de la tâche et la promesse de l'objectif: la libération noire anticapitaliste et panafricaine. Faire communauté est présenté par beaucoup comme le point de départ, ma position est que c'est justement ce postulat qui empêche de «faire communauté». Ma position est celle d'une militante afroféministe et s'inscrit dans ma lecture politique du monde: la nécessité pour tout projet de libération d'en finir les structures d'exploitation économique, sociale et politique que sont le racisme, le patriarcat et le capitalisme. On entend souvent parler d'unité mais cette unité est-elle une réalité? C'est cette question qui est à l'origine de ces pages et qui structure mon propos. Sait-on véritablement à quoi cette unité devrait ressembler? Et quelles sont les limites de cette unité?

Il ne s'agit pas d'un livre de recettes magiques pour faire communauté où tout·es les Noir·es vivant en France se retrouveraient joyeusement dans un cadre douillet et sécurisant. Il s'agit de penser la création d'une communauté faisant partie d'un projet politique, et comme tout projet politique il s'agit de définir avec qui, comment et pour quoi.

Il est plus agréable de connaître la destination d'un train lorsqu'on y monte; ma destination et mon propos sont la création d'une communauté politique afro-révolutionnaire en France, ayant pour objectif la libération noire et panafricaine. Comment la penser, la former, la bâtir et en faire l'outil principal de notre libération? En déclarant ceci, je veux évacuer toutes les considérations sociologiques sur l'existence ou non de la communauté noire et, ainsi, marquer qu'il

s'agit d'une proposition qui intègre une réalité : les intérêts individuels (de classe, de genre, d'orientation sexuelle et de statut administratif) de certain·es sont antagonistes avec le projet de libération noire révolutionnaire. Au regard de l'urgence, nous n'avons pas le luxe d'attendre que l'on soit tout·es d'accord sur tous les points d'un programme politique pour travailler ensemble et avancer.

J'ai fait le choix de sauter l'étape de l'état de l'art<sup>1</sup> sur la question noire. Le but de ce manifeste est d'être un outil pratique concernant les défis, les questionnements et les pistes qui sont à notre disposition dans une perspective afro-révolutionnaire et panafricaine. Ce manifeste se base sur les affirmations suivantes :

- attendu que la négrophobie existe et est structurée et globale,
  - attendu que la négrophobie est liée à l'existence du capitalisme,
  - attendu que la négrophobie est un produit des histoires esclavagistes de la traite arabe en Afrique et de la traite occidentale transatlantique,
- le capitalisme ne nous sauvera pas du racisme, la construction de notre organisation politique pour un changement radical de système est la seule voie de libération.

Comment être Noir·e et sortir du singulier ? Il est intéressant de remarquer que les modes d'organisation communautaires noirs qui sont vus comme non problématiques sont ceux fondés sur des critères culturels ou de nationalité. Le regroupement, sans même parler d'organisation, de Noir·es sur des bases politiques de la condition noire, se heurte à l'interrogation, le

---

1. Faire l'état des connaissances dans un domaine donné.

scepticisme, l'opposition voire le mépris. À des réactions basées sur des arguments d'ordre « humaniste-universaliste » (racisme saveur Léon Blum) venant de la gauche blanche, lutte contre le communautarisme (racisme saveur général de Gaulle), division des luttes, convergence-des-luttes venant des mouvements antiracistes décoloniaux majoritairement non noirs (nérophobie d'infantilisation saveur Frantz Fanon<sup>2</sup>), et enfin le très fameux il-ne-faut-pas-se-victimiser venant des Noir·es que rien n'offense tant qu'ils peuvent être les mieux placés dans la lutte pour des places de la diversité (stratégie saveur Audrey Pulvar).

Ce que les groupes et les personnes qui ne sont pas noir·es ont à dire sur l'organisation d'un mouvement politique afro n'est pas d'un grand intérêt. Ce qui doit attirer notre attention est l'inconfort des Noir·es à appartenir à des groupes ou organisations noires autres que ceux fondés sur la nationalité. Cet inconfort, voire cette opposition virulente, se retrouve dans tout le spectre politique, on a aussi bien les *start-up nation*-compatibles qui tiennent ce discours, comme des personnes noires se situant à gauche et de quartiers populaires. On nous présente deux modes d'organisation politique dans lesquels les Noir·es devraient se diluer : d'un côté l'universalisme républicain et assimilationniste ; de l'autre un modèle dénonçant l'universalisme et l'antiracisme sur des bases morales et individuelles, sans pour autant reconnaître la nécessité de l'autonomie de la lutte contre la nérophobie.

---

2. Frantz Fanon, connu pour ses écrits sur les luttes de libération nationale et la psychiatrie, il a travaillé une partie de sa vie en Algérie et fut membre du FLN. Sa figure est très souvent utilisée par des mouvements antiracistes composés majoritairement de personnes nord-africaines, en effaçant son travail spécifique sur la condition noire ou même sur les dits « DOM-TOM ».

Il y a fort longtemps que je ne dépense plus mon énergie à essayer de convaincre les personnes qui semblent attacher à un principe moral au fait de s'organiser entre personnes Noir·es. S'organiser politiquement en tant que Noir·es sur la question de la négrophobie, du panafricanisme et au-delà, est un choix politique, cela ne reflète en rien la valeur morale des individus qui s'y engagent ou non, pas plus qu'elle ne leur octroie un statut privilégié dans le monde de la *noirie*<sup>3</sup>. Ceci n'empêche pas de questionner ce malaise ou inconfort. N'en souffrant pas personnellement, j'avoue que la seule hypothèse que je peux émettre est la peur d'être vu comme égoïste ou la pensée même inconsciente qu'avec uniquement des Noir·es, on ne peut aller nulle part. Quoi qu'il en soit, cet état de fait n'échappe pas aux personnes non noires qui font de la politique. Les membres de Mwasi<sup>4</sup> se sont souvent retrouvées dans des interactions, où des militant·es, blanc·hes ou racisé·es, se sentent un besoin urgent de nous dire que tel·le militant·e noir·e n'est pas du tout intéressé·e à rejoindre ou participer à des organisations noires. Il est évident que l'utilisation de personnes noires militantes pour essayer de délégitimer d'autres militant·es noir·es est plus facile que de dire publiquement «bon en fait vous faites chier avec votre truc "nwar, nwar, nwar"», ça reste plus stratégique d'user de personnes noires revendiquant la condition noire mais pas l'organisation entre Noir·es.

A-t-on même le droit d'être Noir·e et de faire de la politique en France? On sait qu'on peut être Noir·e et sportif·ve, humoriste, membre de gouvernement,

---

3. Club imaginaire désignant de manière ironique les Noir·es politisé·es et militant·es.

4. Mwasi : collectif afroféministe basé en Ile-de-France.

animateur·trice, entrepreneur·e... Mais être Noir·e en politisant la question noire d'un point de vue collectif semble être la source de grands drames. Drames d'autant plus retentissants que l'nous faisons partie d'une catégorie dont la fonction est de divertir, de prouver que la France-ce-n'est-pas-les-États-Unis et de contribuer au rayonnement de la première. Catégorie dont font partie les Noir·es les plus connu·es de France : les footballeurs professionnels. Et ce n'est pas un hasard si cette représentation monopolise une grande partie du discours sur la condition noire en France et ce, grâce à l'effort continu des pouvoirs politiques et médiatiques mais aussi à notre propre focalisation en tant que communauté sur ces questions.

Cette situation me paraît parfois paradoxale : bien que le discours sur le fait que le concept de « diversité » soit une supercherie semble faire consensus, tout se passe comme si les deux objectifs principaux de notre organisation politique étaient la reconnaissance de notre statut de victime et la diversification du pouvoir, de la production intellectuelle, artistique, du haut de la hiérarchie du salariat et de la bourgeoisie. João Gabriell<sup>5</sup> explique très bien comment, bien que décrié, le système dans lequel nous évoluons est tout de même perçu comme légitime et n'est pas frappé d'infamie malgré tout ce qu'il produit de violence, de destruction de vies et d'inégalité :

Voici donc le principal problème, à savoir cet argument voulant que malgré tout, quels que soient l'orientation politique et le programme appliqué concrètement, l'accession d'un·e Noir·e à un poste

---

5. Militant nationaliste guadeloupéen, membre de la Ligue panafricaine Umoja. *Le blog de João*, « Nationalisme guadeloupéen, panafricanisme, afro-féminisme. Bref, une version non orthodoxe et afrocentrée de la lutte des classes ».

de pouvoir contient toujours en soi une part de progrès: le cadre politique actuel – capitalisme et hégémonie occidentale – ne paraît pas illégitime *de facto*. On ne considère pas qu'un système aussi inégalitaire, à un niveau national comme international, tout en étant très différent de l'esclavage, mérite une disqualification absolue. Or, bien que le contexte et l'intensité de la violence diffèrent beaucoup, le principe d'exploitation des uns au profit des autres demeure avec son lot de désastres sociaux, culturels et écologiques. Pire, on pourrait même dire qu'à l'heure actuelle, les marges de manœuvre sont bien plus grandes pour ces politiciens qu'elles ne l'étaient pour les afro-descendants durant l'esclavage à qui on octroyait un pouvoir relatif sur les autres individus esclavagisés. Aujourd'hui, se retrouver à ces positions de pouvoir, malgré la réalité du racisme et des barrières structurelles qu'il engendre, c'est choisir une certaine orientation et garantir avant tout ses propres intérêts.<sup>6</sup>

En 1949, Friedrich A. Hayek – un des penseurs, «grand-père», fondateur du néolibéralisme – publie *The Intellectuals And Socialism*. Dans cet essai il questionne les raisons du succès du socialisme. Rappelons qu'après la Seconde Guerre mondiale de nombreux pays d'Europe de l'Est embrassent l'idéologie soviétique, des nationalisations ont lieu en Grande-Bretagne, les revendications indépendantistes en Afrique reprennent à leur compte le socialisme. La raison de ce succès, d'après Hayek, est le courage dont ont fait preuve les socialistes en proposant des utopies. Utopies qui ont inspiré et nourri les programmes politiques. Il

---

6. João Gabriell, «Sibeth Ndiaye, Lori Lightfoot, comme autrefois Barack Obama: commandeurs contemporains de la plantation», <https://joaogabriell.com/2019/04/08/sibeth-ndiaye-lori-lightfoot-comme-autrefois-barack-obama-commandeurs-contemporains-de-la-plantation/>.

enjoint dans cet essai les libéraux à s'inspirer de leurs adversaires, pour mener à bien leurs (funestes) projets de société. Soixante-dix ans plus tard, nous y sommes : nous vivons dans l'utopie et l'hégémonie néolibérales quasi réalisées. Cette utopie n'a pas eu besoin ni de plan détaillé, ni de modélisation, mais d'une idée de société avec d'un côté l'application par vagues de politiques économiques de dérégulation et favorisant l'accaparement des richesses par un petit nombre, et de l'autre la fabrique du consentement et de l'adhésion de la population à cette utopie.

Il peut être tentant de considérer qu'être Noir·e est en soi un positionnement politique, à la lumière de notre histoire, mais ce serait tomber dans le piège de l'essentialisation. Être Noir·e ne suffit pas pour construire un projet politique, il nous faut donc penser ce Nous, et savoir ce que nous voulons en faire. Définir notre objectif, et surtout créer les moyens de l'atteindre. Et pour atteindre cet objectif, nous ne pouvons pas faire l'économie d'une définition de ce que nous sommes politiquement et des moyens devant être mis en œuvre. Ce manifeste est un plaidoyer pour la construction d'une utopie afro-révolutionnaire guidée parce que nous pouvons changer, modifier et renverser politiquement ensemble, qui pourra éclairer notre chemin, et nous donner le courage de le parcourir.

Ce chemin, nous devons le parcourir ensemble, car nous n'avons que nous-mêmes.

«Nous avons osé être libres, osons l'être par nous-mêmes et pour nous-mêmes», Jean-Jacques Dessalines.



**NEGUS FRAGILIUM**

**S'ORGANISER À L'ÈRE DE L'HÉGÉMONIE  
NÉOLIBÉRALE**





Commençons par résumer très schématiquement<sup>1</sup> : le capitalisme se caractérise par la propriété privée des moyens de production, la recherche du profit, la liberté des échanges économiques et de la concurrence économique au sein du marché, la centralité du capital (échange, spéculation et accumulation), le travail rémunéré par un salaire. Et ces caractéristiques ne dépendent pas de la taille de l'entreprise. On a souvent l'impression que lorsqu'on parle de capitalisme il s'agit seulement de grosses entreprises multinationales. Alors que si vous travaillez dans une PME, que votre patron est sympa, qu'il vous paye correctement, que vous aimez votre travail, qu'il y a une crèche, etc., on reste tout de même dans le domaine du capitalisme, même si les conditions de travail sont bonnes. L'entreprise reste une propriété privée qui vous verse un salaire et votre travail permet de créer de la richesse pour l'entreprise et le profit des propriétaires.

Maintenant que nous voyons à peu près ce que recouvre la notion de capitalisme, penchons-nous sur le système dans le lequel nous évoluons actuellement en France, et un peu partout en Occident, le néolibéralisme.

Il était une fois à la fin des années 1970, une pensée mortifère pour la majorité qui commença à prendre le pouvoir en Europe : le néolibéralisme. Certains

---

1. Cher·e ami·e marxiste, trotskiste, léniniste, appelliste, communiste de la première à la huitième vague, qui vous êtes perdu·es ici, inutile d'envoyer des lettres de 200 000 signes à l'éditrice ou d'écrire de longs articles sur *Lundi matin*, concernant cette définition. Merci. L'autrice.

intellectuels et chercheurs ont tenté d'en tracer les contours, comme Michel Foucault dans un cours maintenant célèbre au Collège de France<sup>2</sup>. Si l'on veut remonter aux origines intellectuelles de ce régime, il faut notamment évoquer la figure de l'essayiste et journaliste Walter Lippmann. Pour dire vrai il ne s'agit pas d'un simple journaliste, il sort d'une fabrique à reproduction de l'élite, l'université d'Harvard, et ses tribunes sont lues et relayées par les hommes au pouvoir aux États-Unis. En 1937, Lippmann publie un essai, *The Good Society*<sup>3</sup>, dans lequel il est question de l'avenir commun, la vision de la société qui doit motiver les choix politiques et économiques des États-Unis. Alors que le libéralisme prône la neutralité, la main invisible du marché gère l'offre et la demande, avec un État réduit à ses fonctions les plus basiques : police, armée, justice, infrastructure, production législative, gestion administrative de l'état civil... Cet essai qui pose les bases du néolibéralisme pointe du doigt la principale erreur du libéralisme : le laisser-faire. Pour l'arrivée à destination de cette société imaginée par les néolibéraux, l'État est indispensable en tant que responsable de la mise en application du processus : il doit mener la population vers cette adaptation essentielle, créer un homme nouveau qui n'a pas peur de travailler quarante-cinq heures par semaine sans protections sociales...

Depuis plus d'un demi-siècle maintenant, nous sommes dans l'hégémonie du néolibéralisme, avec un État acteur indispensable à la bourgeoisie ; les intérêts de la bourgeoisie sont ceux de l'État. La société que nous devons atteindre est un objectif qui ne peut être

---

2. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Le Seuil/Gallimard, 2004.

3. Walter Lippmann, *La Cité libre*, Paris, Médicis, 1938.



